Distr.
GENERALE

CAT/C/16/Add.2
5 juillet 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMITE CONTRE LA TORTURE

EXAMEN DES RAPPORTS PRESENTES PAR LES ETATS PARTIES
EN VERTU DE L'ARTICLE 19 DE LA CONVENTION

Rapports initiaux des Etats parties prévus en 1992

Additif

CHYPRE

[23 juin 1993]

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INFORMATIONS GENERALES	1 - 37	3
A. Constitution	4 - 10	3
B. Conventions et traités internationaux	11 - 14	6
C. Autres conventions ratifiées	15 - 18	7
D. Autorité compétente	19 - 20	8
E. Tribunaux et peines	21 - 24	8
F. Le Procureur général	25 - 31	9
G. Recours	32 - 37	10

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
II. INFORMATIONS CONCERNANT LES ARTICLES 2 A 16 DE LA CONVENTION	38 - 106	11
Article 2	38 - 53	11
Article 3	54 - 58	15
Article 4	59 - 60	17
Article 5	61 - 65	17
Article 6	66 - 67	18
Article 7	68 - 73	18
Article 8	74 - 75	20
Article 9	76	20
Article 10	77 - 80	20
Article 11	81	21
Articles 12 et 13	82 - 98	21
Article 14	99 - 102	24
Article 15	103	25
Article 16	104 - 105	25
Conclusion	106	26

I. INFORMATIONS GENERALES

1. En 1990, la République de Chypre a approuvé la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en promulguant la loi No 235 de 1990.

2. L'instrument de ratification a été déposé auprès du Secrétaire général le 18 juillet 1991 et, conformément au paragraphe 2 de son article 27, la Convention est entrée en vigueur pour Chypre le 17 août 1991.

3. Le 10 décembre 1992, le Gouvernement de la République de Chypre a déclaré, en vertu des articles 21 et 22 de la Convention, qu'il reconnaissait la compétence du Comité institué en application de l'article 17 de la Convention

a) pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un Etat partie prétend qu'un autre Etat partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de la Convention (art. 21), et

b) pour recevoir et examiner des communications présentées par ou pour le compte de particuliers relevant de sa juridiction qui prétendent être victimes d'une violation, par un Etat partie, des dispositions de la Convention (art. 22).

A. Constitution

4. La République de Chypre a une constitution écrite qui est la loi suprême de la République, et aucun acte ni aucune décision d'un organisme ou d'une personne exerçant un pouvoir exécutif, administratif ou judiciaire dans la République ne doit être en aucune façon contraire aux dispositions de la Constitution ou incompatible avec elles. La Constitution non seulement définit en termes clairs les droits de l'homme et les libertés fondamentales, mais offre des recours efficaces pour leur mise en oeuvre.

5. En vertu de l'article 35 de la Constitution, les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire de la République sont tenus de veiller, dans les limites de leur compétence respective, à l'application effective des dispositions relatives aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. Toute loi qui viole en quoi que ce soit une des dispositions constitutionnelles peut être déclarée inconstitutionnelle par la Cour suprême.

6. L'article 7 de la Constitution garantit le droit à la vie et à l'intégrité corporelle. Il se lit comme suit :

"1. Toute personne a droit à la vie et à l'intégrité corporelle.

2. Nul ne peut être privé de la vie si ce n'est en exécution d'une condamnation prononcée par un tribunal compétent, après administration de la preuve que l'accusé s'est rendu coupable d'un crime puni de la peine de mort aux termes de la loi. La législation ne peut prévoir la peine de mort que dans les cas de meurtre avec préméditation, haute trahison, atteinte au droit des gens et crime capital au sens de la loi militaire.

3. La privation de la vie ne doit pas être considérée comme infligée en contravention au présent article lorsqu'elle résulte d'un recours à la force absolument nécessaire :

a) pour défendre une personne ou un bien contre un mal équivalent et autrement inévitable et irréparable;

b) pour effectuer une arrestation ou empêcher l'évasion d'une personne légalement détenue;

c) pour mener à bien des opérations de répression d'une émeute ou d'une insurrection, dans les cas et les conditions prévus par la loi."

7. L'article 8 dispose que "nul ne peut être soumis à la torture ni à une peine ou un traitement inhumain ou dégradant". Cet article est identique à l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, que la République de Chypre a ratifiée en promulguant la loi No 39 de 1962 (voir par. 15 ci-dessous).

8. L'article 10 interdit l'esclavage et la servitude et dispose également que nul ne peut être tenu d'accomplir des travaux forcés ou obligatoires, étant entendu que l'expression "travaux forcés ou obligatoires" ne comprend pas :

a) Les travaux dont l'accomplissement est exigé normalement au cours d'une détention imposée en vertu des dispositions de l'article 11 ou au cours de la période de libération conditionnelle accordée avant la fin d'une telle détention;

b) Les services de caractère militaire imposés ou, dans le cas des objecteurs de conscience reconnus par une loi, les services exigés au lieu du service militaire obligatoire;

c) Les services exigés en cas d'urgence ou de calamité menaçant la vie ou le bien-être des habitants.

9. L'article 11 garantit le droit à la liberté et à la sécurité de la personne. Il se lit comme suit :

"1. Chacun a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne.

2. Nul ne peut être privé de sa liberté que dans les cas suivants, prévus par la loi dans les formes prescrites par elle :

a) détention suivant une condamnation prononcée par un tribunal compétent;

b) arrestation ou détention d'une personne pour défaut d'observation d'une décision légalement prise par un tribunal;

c) arrestation ou détention d'une personne en vue de la faire comparaître devant les autorités judiciaires compétentes s'il y a des raisons valables de soupçonner qu'elle est coupable d'une infraction ou si on peut raisonnablement juger nécessaire de l'empêcher de commettre une infraction ou de prendre la fuite après en avoir commis une;

d) détention d'un mineur en vertu d'une décision légale en vue de sa mise en éducation surveillée, ou sa détention légale en vue de le faire comparaître devant les autorités judiciaires compétentes;

e) détention au titre de la prévention des maladies contagieuses, détention des personnes atteintes de troubles mentaux, des alcooliques, des toxicomanes ou des vagabonds;

f) arrestation ou détention d'une personne en vue de l'empêcher d'entrer en fraude sur le territoire de la République, ou arrestation ou détention d'un étranger faisant l'objet d'une mesure d'expulsion ou d'extradition.

3. Sous réserve des cas et modalités prévus par la loi en cas de flagrant délit passible de la peine de mort ou d'emprisonnement, nul ne peut être arrêté que sur mandat judiciaire motivé décerné dans les formes prescrites par la loi.

4. Toute personne arrêtée doit être informée au moment de son arrestation, dans une langue qu'elle comprenne, des motifs de son arrestation et elle doit pouvoir se faire assister d'un avocat de son choix.

5. La personne arrêtée doit, le plus tôt possible après son arrestation et en tout cas dans les vingt-quatre heures qui suivent, comparaître devant un juge, si elle n'est pas relâchée avant l'expiration de ce délai.

6. Le juge devant lequel comparaît la personne arrêtée doit sans délai procéder à une enquête sur les motifs de l'arrestation, dans une langue comprise par l'intéressé, et doit le plus tôt possible, et en tout cas dans les trois jours qui suivent la comparution, libérer la personne dans les conditions qu'il estime opportunes ou la maintenir en détention provisoire si l'enquête au fond n'est pas terminée; il peut ordonner périodiquement son maintien en détention provisoire pour des périodes successives n'excédant pas huit jours.

Etant entendu que la période totale de détention provisoire n'excédera pas trois mois à compter de la date de l'arrestation et qu'à l'expiration de ce délai la personne ou l'autorité responsable de la détention libère immédiatement la personne détenue, toute décision prise par le juge en vertu du présent paragraphe sera susceptible d'appel.

7. Toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'engager une procédure en vue d'obtenir rapidement d'un tribunal une décision au sujet de la légalité de sa détention et sa mise en liberté si sa détention n'est pas légale.

8. Toute personne victime d'une arrestation ou d'une détention en contravention aux dispositions du présent article pourra légalement prétendre à indemnisation."

10. L'article 12.3 dispose que nulle loi ne doit prévoir de peine disproportionnée à la gravité de l'infraction.

B. Conventions et traités internationaux

11. Les conventions et les traités internationaux ratifiés au moyen d'une loi et publiés au Journal officiel ont force obligatoire pour la République et prévalent sur la législation nationale. L'article 169 se lit comme suit :

"Sous réserve des dispositions de l'article 50 et du paragraphe 3 de l'article 57 :

1. Tout accord international avec un Etat étranger ou avec un organisme international au sujet d'affaires commerciales, de coopération économique (y compris paiements et crédit) et de modus vivendi sera conclu en vertu d'une décision du Conseil des ministres;

2. Tout autre traité, convention ou accord international sera négocié et signé en vertu d'une décision du Conseil des ministres, et n'entrera en vigueur et ne deviendra obligatoire pour la République que lorsqu'il aura été approuvé par une loi adoptée par la Chambre des représentants, à la suite de l'adoption de laquelle ledit traité, convention ou accord international sera réputé conclu;

3. Les traités, conventions et accords conclus conformément aux dispositions ci-dessus du présent article prévaudront, à dater de leur publication au Journal officiel de la République, sur toute loi nationale, à condition que ledits traités, conventions et accords soient appliqués par l'autre partie signataire."

12. Certaines des dispositions de ces conventions, une fois ratifiées, sont par leur nature même exécutoires, alors que d'autres ne peuvent entrer en vigueur qu'en vertu d'une décision législative, exécutive ou administrative prise au niveau national.

13. Dans l'affaire Malachtou c. Armeftis (recours No 6616 daté du 20 janvier 1987), la Cour suprême de Chypre a jugé que les dispositions exécutoires sont applicables et susceptibles d'exécution forcée sans qu'il soit nécessaire d'adopter pour cela une législation quelconque ou toute autre mesure; si ces dispositions sont contraires à d'autres dispositions contenues dans la législation nationale ou sont incompatibles avec elles, elles prévalent sur ces dernières. Il convient de citer les passages suivants de la décision :

"Dans la République de Chypre, une convention négociée ou signée en vertu d'une décision du Conseil des ministres, ratifiée au moyen d'une loi adoptée par la Chambre des représentants et publiée au Journal officiel de la République prévaut sur toute loi nationale.

... la convention a une autorité supérieure, non pas en ce sens qu'elle annule la loi nationale qui lui est contraire, mais en ce sens qu'elle prime dans son application. Nous estimons, comme le conseil du requérant, qu'un traité doit être exécutoire pour être applicable.

Nous n'avons pas besoin, en l'espèce, d'essayer de donner une définition générale de l'expression 'traité exécutoire'. Les vœux pieux et les dispositions relatives aux relations politiques et internationales qui peuvent figurer dans une convention ne sont pas des dispositions exécutoires. Les seules dispositions exécutoires dans une convention sont celles qui peuvent être appliquées par les organes de l'Etat et peuvent être mises à exécution forcée par les tribunaux et qui créent des droits pour les individus; elles régissent ou affectent directement les relations entre les individus et entre les individus et l'Etat ou les autorités publiques. Les dispositions qui ne créent pas en soi des droits ou des obligations pour des personnes physiques ou morales et qui ne peuvent pas être invoquées en justice ou qui n'ont pas trait à des actes ou à des omissions d'organes de l'Etat ne sont pas exécutoires.

Les traités qui n'ont besoin d'aucune législation pour entrer en vigueur sont parfois qualifiés d'exécutoires. Il semble que le Congrès ait été si prompt à adopter des lois pour donner effet aux traités qu'il y a eu très peu d'occasions de soumettre à la justice la question de savoir quels sont les traités qui ont besoin d'une loi pour entrer en vigueur et quels sont ceux qui sont exécutoires; ce n'est donc pas parce qu'une loi a été adoptée pour mettre en oeuvre un traité qu'il faut en conclure que cette loi était indispensable."

14. Certaines des dispositions de la Convention peuvent être appliquées directement dans la mesure où elles sont exécutoires. D'autres doivent être transformées en législation nationale ou en règlement administratif. A titre d'indication, les dispositions qui peuvent être appliquées directement en tant qu'exécutoires sont les articles 3, 6, 7 et 8. Les dispositions des articles 12 et 13 doivent, pour prendre effet, faire l'objet d'une loi nationale. Les autres dispositions sont déjà couvertes par la législation existante.

C. Autres conventions ratifiées

15. La République de Chypre a ratifié un certain nombre de conventions internationales et européennes relatives à la protection des droits de l'homme, y compris les conventions suivantes :

a) Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (loi No 39 de 1962);

b) Pacte international relatif aux droits civils et politiques (loi No 14 de 1969);

c) Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (loi No 12 de 1967, modifiée par la loi No 11 (III) de 1992);

d) Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (loi No 17 (III) de 1992).

16. Du fait de l'adoption du Protocole facultatif susmentionné, tout individu qui affirme avoir fait l'objet d'une violation d'un des droits énumérés dans le Pacte a le droit de soumettre par écrit une communication au Comité des droits de l'homme.

17. En 1989, la République de Chypre a fait une déclaration reconnaissant la compétence de la Commission européenne des droits de l'homme pour traiter des recours individuels formés en vertu de l'article 25 de la Convention européenne des droits de l'homme.

18. Avant la ratification de la Convention contre la torture, les autres formes de torture - voies de fait, violences, coups et blessures - relevaient du droit pénal; en outre, si des pratiques de ce genre étaient utilisées pour obtenir des aveux, l'admissibilité des aveux ainsi obtenus se trouvait viciée du fait que ces aveux n'étaient pas volontaires. Les aveux obtenus sous une forme quelconque de contrainte étaient jugés inadmissibles par le tribunal (voir ci-dessous par. 103).

D. Autorité compétente

19. Les autorités chargées d'appliquer la Convention et ses principes sont les autorités judiciaires, le parquet, la police et autres départements administratifs.

20. En 1991, un commissaire à l'administration (ombudsman) a été nommé en vertu de la loi portant création de cette fonction (loi No 3 de 1991). Selon les dispositions de la section 5 de cette loi, le Commissaire peut enquêter sur les plaintes faisant état d'illégalités, de violations des droits de l'homme et d'infractions aux principes d'une bonne administration, y compris les infractions aux principes de la justice naturelle et l'exercice abusif de pouvoirs discrétionnaires.

E. Tribunaux et peines

21. Selon la loi sur les tribunaux (loi No 14 de 1960 modifiée), la compétence en matière pénale est exercée par les tribunaux créés en vertu de ladite loi. Les délits sont jugés sans jury par un juge unique si la peine maximum prévue par la loi pour le délit commis ne dépasse pas trois ans d'emprisonnement, ou par une cour d'assises composée de trois juges si le délit est passible de plus de trois ans d'emprisonnement.

22. En vertu de l'article 12 de la Constitution, toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente tant que sa culpabilité n'est pas prouvée.

23. Les peines que peuvent imposer les tribunaux pénaux sont les suivantes :

i) mort;

ii) emprisonnement;

- iii) amende;
- iv) indemnisation;
- v) garantie par laquelle l'intéressé s'engage à ne pas troubler l'ordre public et à bien se conduire sous peine de passer en jugement;
- vi) mise à l'épreuve;
- vii) supervision.

24. La peine de mort pour meurtre prémédité a été abolie et a été remplacée par l'emprisonnement à vie (loi No 86 de 1983).

F. Le Procureur général

25. Le Procureur général est un des trois hauts fonctionnaires indépendants de la République, les deux autres étant le Vérificateur général des comptes et le Gouverneur de la Banque d'émission de la République. Toutes les poursuites sont exercées sous le contrôle du Procureur général, qui jouit d'un certain nombre de prérogatives, y compris le droit de refuser de poursuivre.

26. Il convient de citer à cet égard le passage suivant de la Constitution :

"Article 113.2. Le Procureur général de la République aura le pouvoir, qu'il pourra exercer à sa discrétion dans l'intérêt public, d'entamer, conduire, reprendre à son compte, poursuivre ou abandonner toutes poursuites relativement à tout crime ou délit commis contre une personne quelconque dans la République. Ledit pouvoir pourra être exercé par lui-même en personne ou par des fonctionnaires relevant de son autorité et agissant en vertu de ses instructions et en conformité avec elles."

27. La police est l'autorité chargée d'enquêter sur les infractions, et notamment d'arrêter les suspects et de les placer en garde à vue.

28. Dans des cas exceptionnels, le Conseil des ministres peut désigner, nommément ou non, un enquêteur spécial pour enquêter sur une infraction. Cet enquêteur fait le même travail qu'un enquêteur de la police et cette disposition législative est invoquée lorsque l'impartialité de la police est mise en doute (voir par. 93 et 94 ci-dessous).

29. En cas de plainte pour mauvais traitement portée contre un officier de police, un comité spécial chargé d'enquêter sur la plainte est constitué par décision du Ministère de la justice et de l'ordre public (voir par. 90 à 92 ci-dessous).

30. L'arrestation et la détention de toute personne sont régies par la loi et soumises aux limitations imposées par la Constitution.

31. En vertu de la Constitution et de la loi de procédure pénale (chap. 155), une personne ne peut être arrêtée que sur l'ordre d'un tribunal, à moins d'être prise en flagrant délit. Une personne ne peut être détenue en vertu

d'un mandat d'arrêt que pendant 24 heures et si la détention doit être prolongée, la question doit être portée devant le tribunal pour qu'il ordonne la prolongation de la détention, qui ne peut pas dépasser huit jours. L'ordonnance peut être renouvelée pour de nouvelles périodes de huit jours chacune au maximum, mais la somme de ces périodes ne peut pas dépasser trois mois au total (voir par. 59, 66 et 67).

G. Recours

32. Toute personne victime d'un acte de torture peut, à titre de recours, réclamer une indemnisation, y compris une indemnisation exemplaire, ou intenter des poursuites pénales contre l'auteur présumé de l'acte. Ces poursuites peuvent être engagées par le Procureur général, ou à son instigation, ou par la victime elle-même.

33. Toute victime d'un acte de torture a droit aux services sociaux et médicaux offerts par le gouvernement.

34. Toute victime d'un acte de torture peut invoquer l'article 22 de la Convention et demander que sa plainte soit examinée par le comité créé en vertu de l'article 17 de la Convention, dont la République de Chypre a reconnu la compétence en décembre 1992 (voir par. 3).

35. La torture est également interdite en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En vertu du Protocole facultatif se rapportant à ce pacte, toute victime d'un acte de torture peut adresser une plainte au comité (voir par. 16 ci-dessus). (Voir toutefois la remarque faite aux paragraphes 52 et 65 ci-dessous.)

36. La République de Chypre a aussi ratifié la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants en promulguant la loi No 24 de 1989, ce qui permet au Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants d'inspecter tous les lieux où des personnes privées de liberté sont détenues par les pouvoirs publics et de voir comment ces personnes sont traitées.

37. Comme environ 37 % du territoire de la République de Chypre sont occupés par les forces armées turques, le Gouvernement de la République ne peut pas exercer son pouvoir ni assurer le respect des droits de l'homme dans la zone occupée. Les informations données dans le présent rapport ne concernent donc que les personnes placées sous la juridiction effective de la République de Chypre (voir le document de base, par. 30).

II. INFORMATIONS CONCERNANT LES ARTICLES 2 A 16 DE LA CONVENTION

Article 2. Interdiction de la torture

38. La torture et toute forme de traitement ou de châtement cruel ou dégradant sont des actes odieux qui ont toujours constitué, sous une forme ou une autre, des délits en vertu de la législation chypriote. La torture est interdite par l'article 8 de la Constitution, qui stipule que "nul ne peut être soumis à la torture ni à une peine ou un traitement inhumain ou dégradant". Cet article de la Constitution chypriote est identique à l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, que Chypre a ratifiée en promulguant la loi No 39 de 1962 (voir par. 16 ci-dessus).

39. En vertu du Code pénal chypriote (chap. 154, tel que modifié), les actes suivants sont des délits assimilables à des actes de torture :

Article 228. Actes visant à porter gravement atteinte à l'intégrité physique d'autrui ou à empêcher une arrestation :

"Toute personne qui, dans l'intention de mutiler, défigurer ou handicaper autrui, ou de porter gravement atteinte à son intégrité physique, ou de s'opposer à une arrestation ou une détention légale,

a) Blesse illégalement autrui ou porte gravement atteinte à son intégrité physique par quelque moyen que ce soit; ou

b) Tente illégalement de quelque manière que ce soit de frapper autrui avec un projectile quelconque ou avec un couteau ou une autre arme dangereuse ou offensive; ou

c) Provoque illégalement l'explosion d'une substance explosive; ou

d) Envoie ou remet à autrui une substance explosive ou toute autre chose dangereuse ou nocive; ou

e) Fait en sorte qu'autrui prenne ou reçoive une telle substance ou une telle chose; ou

f) Place quelque part un liquide corrosif ou une substance destructrice ou explosive; ou

g) Jette, verse ou applique illégalement sur autrui ledit liquide ou ladite substance,

est coupable d'un délit grave et passible de la réclusion à perpétuité."

Article 231. Lésions corporelles graves :

"Toute personne qui, illégalement, porte gravement atteinte à l'intégrité physique d'autrui est coupable d'un délit grave et passible d'une peine d'emprisonnement de sept ans ou d'une amende, ou de l'une et l'autre peines."

Article 233. Poison administré avec l'intention de nuire :

"Toute personne qui, illégalement et avec l'intention de nuire à autrui, fait en sorte qu'un poison ou autre substance nocive soit administré à une autre personne ou pris par elle et met ainsi en danger la vie de ladite personne ou porte gravement atteinte à son intégrité physique, est coupable d'un délit grave et passible d'une peine d'emprisonnement de 14 ans."

Article 234. Blessures et actes similaires :

"Toute personne qui,

a) blesse illégalement autrui; ou

b) fait en sorte, illégalement et avec l'intention de nuire à autrui, que du poison ou autre substance nocive soit administré à une personne ou pris par elle,

est coupable d'un délit grave et passible d'une peine d'emprisonnement de trois ans."

Article 243. Violences physiques :

"Toute personne qui commet un acte d'agression de nature à porter atteinte à l'intégrité corporelle d'une personne est coupable d'une infraction grave et passible d'une peine d'emprisonnement de trois ans."

40. La République de Chypre a ratifié la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en promulguant la loi No 235 de 1990, de sorte que la Convention fait partie de sa législation nationale. Aux termes de ladite loi, la torture, telle qu'elle est définie à l'article premier de la Convention, est un délit spécifique punissable de peines plus ou moins graves selon la gravité du délit et les circonstances dans lesquelles il a été commis.

41. En particulier, l'article 3 de la loi No 235 de 1990 stipule :

"1. Toute personne qui soumet une autre personne à la torture est coupable d'un délit et passible :

a) D'une peine d'emprisonnement de trois ans;

b) D'une peine d'emprisonnement de 10 ans si elle porte gravement atteinte à l'intégrité physique de la personne torturée ou utilise des moyens ou des méthodes de torture systématique.

2. Si la personne responsable de la torture est un agent de l'autorité publique ou une personne agissant à titre officiel, elle est passible :

a) De cinq ans de prison;

b) De 14 ans de prison si les circonstances aggravantes visées à l'alinéa b) du paragraphe 1 ci-dessus sont retenues.

3. Si la personne torturée meurt des suites des tortures qu'elle a subies, la personne responsable des tortures est passible de la réclusion à perpétuité.

4. Aux fins du présent article, le mot 'torture' a le sens qui lui est donné à l'article premier de la Convention."

42. En 1969, la République de Chypre a ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques en promulguant la loi No 14 de 1969, de sorte que le Pacte est devenu partie du droit interne de Chypre et prévaut sur les lois nationales (art. 169 3) de la Constitution). L'article 7 du Pacte interdit aussi la torture.

43. La République a aussi ratifié la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (voir par. 36 ci-dessus).

44. Les personnes condamnées à une peine d'emprisonnement et les autres personnes privées provisoirement de liberté en attendant d'être jugées sont détenues dans des prisons qui sont administrées selon des règles et règlements très stricts.

45. En vertu du Règlement (général) relatif aux prisons de 1981, les châtiments corporels ou la réclusion dans une cellule obscure et tout autre châtiment cruel, inhumain ou dégradant appliqué à titre de mesure disciplinaire contre des prisonniers sont interdits (art. 88).

46. En vertu du même règlement, on a créé un conseil des prisons qui a compétence, notamment, pour examiner toute plainte formulée par un prisonnier et enquêter sur cette plainte, pour inspecter l'état des bâtiments carcéraux et pour enquêter sur les conditions de travail des prisonniers.

47. En vertu de l'article 80 du même règlement, un prisonnier peut être isolé, étant toutefois entendu que, si cet isolement risque d'avoir des effets néfastes sur le prisonnier, il ne peut être autorisé que si un médecin certifie que le prisonnier peut supporter un tel traitement.

48. Il convient de mentionner que la loi et le règlement relatifs aux prisons en sont à présent à un stade de révision avancé; cette révision doit permettre de les actualiser et de les aligner sur la législation des autres pays européens. Le nouveau texte de la loi et du règlement marquera une nette amélioration par rapport au système actuel. En particulier :

a) Les prisonniers pourront assister à des mariages, à des funérailles et à d'autres événements familiaux, soit sous escorte soit avec une permission spéciale (ce qui représente un progrès par rapport aux dispositions existantes);

b) Certaines dispositions permettront aux prisonniers d'établir des contacts pour obtenir un emploi après leur libération;

c) Les prisonniers pourront aussi voir leurs conjoints en privé (nouvelle disposition).

49. En dehors des personnes en détention provisoire et des personnes condamnées à une peine d'emprisonnement, il y a une autre catégorie de personnes dont la détention est ordonnée par le tribunal. Il s'agit des personnes qui souffrent de troubles mentaux.

50. En vertu de la loi sur les malades mentaux (chap. 252), une personne ne peut être détenue dans un hôpital psychiatrique que si une enquête effectuée par un tribunal a établi que son internement se justifie. En vertu de l'article 30 de cette loi, tout mauvais traitement ou manque de soins dont un malade mental est victime de la part d'un directeur, médecin, infirmier, aide, domestique ou autre personne employée dans un hôpital psychiatrique constitue un délit. En vertu de l'article 33, toute personne qui néglige un malade mental dont elle a accepté la charge commet un délit. Lesdits articles se lisent comme suit :

"Article 30. Tout directeur, médecin, infirmier, aide, domestique ou autre personne employée dans un hôpital psychiatrique ou un établissement qui accueille des délinquants atteints de troubles mentaux, ou le propriétaire de tout établissement où un malade mental est interné en vertu d'une autorisation émise conformément à l'article 21 de la présente loi, ou toute personne employée dans un tel établissement, qui frappe, maltraite ou néglige volontairement un malade mental, qu'il s'agisse ou non d'un délinquant, dans ledit hôpital psychiatrique, établissement psychiatrique carcéral ou autre lieu d'incarcération, est coupable d'une infraction et peut être condamné, à l'issue d'une procédure sommaire, à une peine d'emprisonnement de six mois au maximum ou à une amende de 125 livres au maximum ou aux deux peines à la fois.

Article 33. Toute personne qui accepte la charge d'un malade mental ou d'un délinquant atteint de troubles mentaux libéré sur parole et qui

a) néglige volontairement de fournir à ce malade un logement, des vêtements et une alimentation convenables, ainsi que les soins médicaux ou autres services dont il a besoin, ou qui ne prend pas soin comme elle le devrait de ce malade; ou

b) ne permet pas à ce malade d'être visité par un médecin de l'hôpital psychiatrique ou de l'établissement psychiatrique carcéral d'où il a été libéré sur parole ou par un médecin de district,

est coupable d'un délit et passible d'une peine d'emprisonnement de six mois au maximum ou d'une amende de 125 livres au maximum ou des deux peines à la fois."

Cette loi est en train d'être révisée radicalement et l'internement obligatoire dans un hôpital psychiatrique sera limité à certains cas où le patient peut être dangereux pour lui-même ou pour les autres et ne sera ordonné que pour une période définie, qui pourra être prolongée si aucun changement dans l'état du malade ne justifie sa mise en liberté.

51. Les paragraphes 2 et 3 de la Convention sont des dispositions exécutoires; aucune décision locale n'est donc nécessaire pour en assurer le respect et la mise en oeuvre (voir par. 13 ci-dessus).

52. Il y a lieu de noter que Chypre n'a jamais proclamé l'état d'urgence depuis son indépendance, pas même lorsque le pays a été envahi par la Turquie en 1974 et qu'une partie de son territoire a été occupée, comme elle l'est encore aujourd'hui. Malgré les effets dévastateurs que ces événements ont eus sur la vie normale en général (des milliers de personnes ont perdu la vie et 40 % de la population chypriote grecque a été déplacée) et le bouleversement qu'ils ont provoqué dans l'administration du pays en particulier, les dispositions de l'article 183 de la Constitution n'ont pas été invoquées (voir document de base, par. 51).

53. Selon la législation actuelle, une personne qui a commis un délit ne peut faire valoir comme moyen de défense qu'elle a agi sur l'ordre d'un supérieur. Selon le Code pénal (chap. 154) la contrainte ne peut être invoquée comme moyen de défense que dans des circonstances très limitées. L'article 16 se lit comme suit :

"A l'exception du meurtre prémédité et des crimes contre l'Etat qui sont passibles de la peine de mort, aucun acte n'est considéré comme un délit si la personne qui l'a commis y a été contrainte sous la menace d'une mort immédiate; à condition toutefois que ladite personne ne se soit pas, de son plein gré ou par crainte d'un danger autre que la mort immédiate, placée elle-même dans la situation qui l'a contrainte à agir."

En vertu de la loi de 1990 sur la fonction publique (loi No 1 de 1990), un fonctionnaire a aussi le devoir de se conformer aux directives de ses supérieurs, sauf s'il s'agit de directives manifestement illégales. Dans ce cas, il a le devoir de ne pas s'y conformer et il ne doit les appliquer que si son supérieur insiste en s'appuyant sur l'opinion du Procureur général.

Article 3. Aucune personne ne sera extradée vers un Etat où elle risque d'être soumise à la torture

54. La République de Chypre a ratifié en 1970 la Convention européenne d'extradition (loi No 95 de 1970). En vertu de cette convention, les délits pour lesquels une personne peut être extradée sont des délits punissables d'au moins 12 mois d'emprisonnement à la fois dans l'Etat qui demande l'extradition et dans l'Etat auquel la demande est adressée. Toutefois, si l'extradition

n'est pas demandée par un Etat membre, les dispositions de la loi de 1970 sur l'extradition des fugitifs (loi No 97 de 1970) s'appliquent. En vertu de cette loi, l'extradition a lieu entre :

a) Certains pays du Commonwealth pour les délits dont la liste est annexée à la loi;

b) Les pays avec lesquels la République a signé à cette fin un traité bilatéral et pour les délits spécifiés dans le traité.

La torture n'est pas expressément mentionnée dans la liste des délits pour lesquels une personne peut être extradée vers des pays du Commonwealth, mais cette liste comprend les délits suivants :

a) Coups et blessures volontaires susceptibles d'entraîner la mort;

b) Voies de fait portant atteinte à l'intégrité physique d'une personne;

c) Viol.

55. L'article 3 de la Convention contre la torture fait partie de la législation nationale et prévaut sur toute autre disposition législative. Les dispositions de cet article doivent donc être respectées et mises en oeuvre sans qu'un acte législatif soit nécessaire.

56. Chypre ne rencontre pas encore de problèmes posés par des réfugiés d'autres pays et les cas d'expulsion d'immigrants indésirables sont examinés et réglés individuellement. Comme la Convention fait maintenant partie du droit interne, les autorités doivent, lorsqu'elles traitent de cas d'expulsion ou de refoulement, prendre en considération et respecter l'article 3 de la Convention, qui est exécutoire.

57. Il y a lieu d'indiquer que Chypre a ratifié le quatrième Protocole relatif à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (en promulguant la loi No 52 de 1989). En vertu de l'article 3 :

i) Nul ne sera expulsé, en vertu d'une mesure individuelle ou collective, du territoire de l'Etat dont il est ressortissant;

ii) Nul ne sera privé du droit d'entrer dans le territoire de l'Etat dont il est ressortissant.

En vertu de l'article 4 de la Constitution de Chypre, aucun citoyen ne peut être banni ou exclu de la République en aucune circonstance.

58. Enfin, on peut ajouter qu'en vertu de l'article 32 de la Constitution, aucune disposition relative aux libertés et droits fondamentaux ne s'oppose à ce que la République prenne des mesures législatives en vue de réglementer le statut des étrangers conformément au droit international. L'expulsion d'étrangers n'est possible qu'en vertu de l'article 14 de la loi sur les étrangers et l'immigration (chap. 105), qui autorise le chef des services

d'immigration de prendre une ordonnance d'expulsion après une enquête en bonne et due forme sur le cas en cause. Les mesures d'expulsion sont généralement prises dans l'intérêt public - par exemple, pour protéger la paix, l'ordre public, la moralité publique ou la sécurité publique. Une ordonnance d'expulsion peut faire l'objet d'un recours auprès de la Cour suprême en vertu de l'article 146 de la Constitution.

Article 4. Tout acte de torture constitue une infraction

59. La République de Chypre a fait de la torture une infraction en promulguant la loi No 235 de 1990 aux fins de la ratification de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. La torture est un délit punissable d'une peine d'emprisonnement allant de trois ans à la réclusion à perpétuité (voir par. 40 ci-dessus).

60. Selon les dispositions du Code pénal (chap. 154), toute tentative de délit et toute complicité dans la perpétration d'un délit sont elles-mêmes des délits. L'article 366 (chap. 154) définit ce qu'il faut entendre par tentative. L'article 367 stipule qu'une tentative de délit est un délit. L'article 368 prévoit qu'une tentative de délit est punissable. L'article 370 stipule que toute personne qui incite ou tente d'induire une autre personne à commettre un délit est elle-même coupable d'un délit. Les articles 371 et 372 ont trait à la complicité.

Article 5. Elargissement de la compétence

61. En vertu du Code pénal (chap. 154, art. 5), les tribunaux de la République de Chypre qui ont compétence en matière pénale ont le pouvoir de juger toute infraction pénale, y compris tout acte de torture, lorsque l'infraction a été commise sur le territoire de la République ou à bord d'un navire chypriote ou d'un aéronef immatriculé à Chypre.

62. En outre, les tribunaux de la République de Chypre ont compétence pour connaître de toute infraction commise dans un pays étranger si l'auteur de l'infraction est un citoyen chypriote, si l'infraction est punissable dans la République de la peine de mort ou d'une peine d'emprisonnement de plus de deux ans et si l'action (ou l'omission) constitue aussi une infraction punissable par la loi du pays où elle a été commise.

63. Si la victime est un ressortissant de la République de Chypre qui a été torturé dans un Etat sur le territoire duquel la République n'a pas juridiction et si l'auteur du délit n'est pas un citoyen chypriote, on peut considérer dans ces conditions qu'il n'est pas approprié pour la République de Chypre d'établir sa compétence, même si l'auteur de l'infraction se trouve à Chypre.

64. La République envisage de prendre les mesures nécessaires pour étendre sa compétence aux délits commis à l'étranger si l'auteur du délit se trouve à Chypre et ne peut pas être extradé en vertu de l'article 8 de la Convention.

65. Comme il est dit au paragraphe 37 du présent rapport (voir aussi le document de base, par. 30), étant donné qu'environ 37 % du territoire de la République de Chypre est occupé par les forces armées turques, le Gouvernement de la République ne peut pas exercer son autorité dans la zone occupée et y faire respecter les droits de l'homme, y compris les dispositions de la Convention contre la torture. Il ne peut pas non plus, du fait de l'occupation, exercer son autorité à l'égard des fugitifs ou des condamnés qui se réfugient dans le territoire occupé par les forces armées turques.

Article 6. Arrestation de toute personne soupçonnée d'avoir commis un acte de torture

66. Les dispositions de l'article 6 de la Convention sont exécutoires et les autorités sont tenues de les appliquer. Tout ressortissant chypriote qui se trouve à Chypre peut être arrêté s'il a commis un acte de torture ou toute autre infraction pour laquelle les tribunaux chypriotes ont compétence pour le juger ou pour l'extrader à l'issue de la procédure prescrite dans la loi pertinente [loi portant ratification de la Convention européenne d'extradition (loi No 95 de 1970) et loi sur l'extradition des fugitifs (loi No 97 de 1970)].

67. Vu la nature des dispositions de l'article 6 de la Convention, il n'est pas nécessaire de prendre des mesures particulières pour les mettre en oeuvre, notamment en ce qui concerne les paragraphes 3 et 4.

Article 7. Devoir d'extrader ou de poursuivre et de garantir un procès équitable

68. A Chypre, toutes les poursuites sont exercées sous l'autorité et le contrôle du Procureur général. Les infractions sont toujours signalées à la police et, après une enquête, une décision est prise sur la question de savoir s'il y a lieu ou non d'engager des poursuites. La peine prévue par la loi est généralement fonction de la gravité de l'infraction et la procédure de jugement est la même que pour toute autre affaire criminelle.

69. Le droit à un procès équitable est garanti par les dispositions de la Constitution, par les diverses conventions internationales et européennes que la République de Chypre a ratifiées et par la législation nationale.

70. a) L'article 28.1 de la Constitution stipule :

"Tous les hommes sont égaux devant la loi, l'administration et la justice et ils sont en droit d'en attendre égalité de traitement et de protection."

b) L'article 12 stipule :

"1. Nul ne peut être considéré comme coupable d'une infraction pour une action ou une omission qui ne constituait pas une infraction aux termes de la loi à l'époque où elle a été commise; et nul ne doit être frappé, pour une infraction, d'une peine plus grave que celle qui était expressément prévue par la loi à l'époque où elle a été commise."

2. Toute personne déjà acquittée ou condamnée pour une infraction ne doit pas être jugée à nouveau pour la même infraction. Nul ne peut être puni deux fois pour la même action ou la même omission, à moins qu'elle n'entraîne la mort.

3. Nulle loi ne doit prévoir de peine disproportionnée à la gravité de l'infraction.

4. Toute personne, accusée d'une infraction, est présumée innocente tant que sa culpabilité n'est pas prouvée au regard de la loi.

5. Toute personne accusée d'une infraction jouit du droit minimum :

a) d'être informée rapidement, dans une langue qu'elle comprenne et en détail, de la nature et des motifs de l'accusation portée contre elle;

b) de disposer des délais et des facilités nécessaires pour la préparation de sa défense;

c) d'assurer elle-même sa défense, ou de la faire assurer par un juriste de son choix, ou, si elle n'a pas les moyens financiers lui permettant de se faire assister d'un juriste, de bénéficier de l'assistance judiciaire gratuite lorsque l'intérêt de la justice l'exige;

d) d'interroger ou de faire interroger les témoins à charge et de faire comparaître et interroger les témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;

e) d'être assistée gratuitement d'un interprète si elle ne comprend pas ou ne parle pas la langue utilisée par le tribunal.

6. Il est interdit d'infliger comme peine la confiscation générale des biens."

71. L'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, que Chypre a ratifié par la loi No 14 de 1969, correspond aux articles ci-dessus de la Constitution chypriote.

72. Les lois nationales garantissant un procès équitable sont :

a) La loi de procédure pénale (chap. 155);

b) La loi sur les tribunaux de 1960 (loi No 14 de 1960);

c) La loi sur l'administration de la preuve (chap. 9) (qui contient des dispositions applicables sur le plan national et réaffirme l'applicabilité de la common law);

d) La loi sur les délinquants juvéniles (chap. 157).

73. Il convient de mentionner que les jugements de la Cour suprême, qui doivent être respectés par tous les tribunaux, mettent l'accent sur le droit à un procès équitable.

Article 8. La torture doit être considérée comme un cas d'extradition

74. Dans la loi sur l'extradition des fugitifs (loi No 97 de 1970), la torture ne figure pas expressément sur la liste des infractions justifiant l'extradition, mais comme elle peut en même temps constituer une des infractions figurant sur cette liste, il n'a pas été jugé nécessaire de modifier la loi de manière à mentionner expressément la torture parmi les infractions susceptibles d'extradition (voir par. 54 ci-dessus).

75. Pour les difficultés liées à l'extradition d'une personne qui s'est réfugiée dans la partie de Chypre occupée par la Turquie, voir le paragraphe 65 ci-dessus.

Article 9. Entraide judiciaire

76. La République de Chypre coopère en général avec les autres pays dans le domaine de la détection du crime et de la procédure pénale et il n'est pas nécessaire de prendre des mesures spéciales en ce qui concerne la torture, qui est considérée comme une infraction grave. Chypre a signé un certain nombre de traités bilatéraux sur la procédure judiciaire, sur l'assistance judiciaire en matière civile et pénale, et - avec la Grèce - sur la coopération judiciaire en matière de droit civil, de droit de la famille, de droit commercial et de droit pénal.

Article 10. Enseignement et information

77. Il va sans dire que les autorités et la population chypriotes sont très sensibles aux questions concernant le respect des droits de l'homme car ces droits sont violés de façon flagrante du fait de l'invasion turque de 1974. Dans les cours d'instruction civique donnés dans les établissements secondaires, on se réfère constamment à la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont on utilise le texte intégral, ainsi qu'aux articles pertinents de la Constitution.

78. La manière de traiter les suspects et de les interroger fait partie des sujets inscrits au programme de l'école de police. Ces sujets, qui sont énumérés ci-après, montrent que les officiers de police reçoivent un enseignement et une formation extrêmement complets :

- a) Le rôle des officiers de police dans la promotion et la protection des droits de l'homme;
- b) L'évolution historique des droits de l'homme;
- c) La Constitution chypriote et les droits de l'homme;
- d) Le code de conduite des officiers de police vis-à-vis du public (en général);

- e) L'esclavage et les esclaves;
- f) La torture (en général);
- g) La recherche, l'arrestation et la détention des suspects;
- h) La nationalité;
- i) Le droit au mariage;
- j) L'interrogatoire des suspects;
- k) Les visites domiciliaires, perquisitions et saisies;
- l) Le prélèvement d'échantillons de substances organiques aux fins de l'identification des suspects;
- m) La liberté d'expression;
- n) L'emploi de la force.

79. L'enseignement et la formation dispensés aux officiers de police sont complétés par des conférences périodiques données par des juges et des représentants du Procureur général.

80. Il est également rappelé aux membres du personnel des prisons et des hôpitaux qu'ils doivent se garder de maltraiter en quoi que ce soit les prisonniers ou les malades.

Article 11. Règles d'interrogatoire

81. L'interrogatoire des suspects ou des témoins doit être mené avec beaucoup de précaution et selon les règles, car toute déclaration obtenue par l'emploi de la force ou d'une forme quelconque de contrainte est viciée et rejetée par les tribunaux si elle est présentée comme élément de preuve. A Chypre, tout enquêteur doit appliquer certaines règles qui sont appelées "Judges Rules" en droit anglais et établissent des normes très élevées pour la procédure à suivre en matière d'interrogatoire. Ces règles font maintenant partie de la loi chypriote (loi de procédure pénale, chap. 155, art. 8). La manière de mener les interrogatoires fait partie des sujets inscrits au programme de l'école de police (voir paragraphe précédent).

Articles 12 et 13. Enquêtes sur les plaintes

82. Le dépôt d'une plainte et son examen sont deux procédures étroitement liées qui seront considérées ensemble ci-dessous.

83. Une personne qui affirme avoir été torturée par un agent de l'Etat ou une personne agissant dans l'exercice de fonctions officielles porte généralement plainte auprès de la police. En pareil cas, si l'agent de l'Etat n'est pas lui-même membre de la police, la police sera considérée comme un organe d'enquête impartial et comme l'autorité compétente pour enquêter sur les infractions criminelles qui lui sont signalées.

84. Le règlement disciplinaire de la police de 1989 prévoit la création de comités d'enquête chargés de signaler les cas de tortures qui auraient été commis par des membres de la police et d'enquêter à leur sujet. Ces comités sont créés par un décret du ministre compétent (le ministre dont relève la police).

85. Les comités d'enquête sont composés comme suit :

- a) Un magistrat nommé par le Procureur général;
- b) Deux membres de la fonction publique;
- c) Un officier de police supérieur, qui ne doit pas appartenir à la même unité, au même département ou à la même division que le membre de la police contre lequel la plainte est dirigée.

Les membres visés aux alinéas b) et c) sont nommés par le ministre compétent, qui nomme aussi le président du comité.

86. Le comité enquête sur la plainte et soumet son rapport au ministre compétent. Lorsqu'il enquête sur une plainte, le comité a les mêmes pouvoirs qu'une commission d'enquête opérant en vertu de la loi sur les commissions d'enquête (chap. 44). Ces pouvoirs consistent à :

- i) Recueillir sous serment tous les témoignages écrits ou oraux jugés souhaitables;
- ii) Inviter toute personne à se présenter devant le comité pour déposer ou produire un document;
- iii) Citer les témoins à comparaître;
- iv) Imposer une amende à toute personne qui refuse de témoigner ou de produire un document;
- v) Admettre ou exclure le public ou la presse.

87. Une fois que le comité lui a soumis son rapport, le ministre peut renvoyer l'affaire devant le Procureur général s'il apparaît qu'une infraction criminelle a été commise, ou la renvoyer en vue de l'adoption de mesures disciplinaires s'il s'agit d'une infraction de caractère disciplinaire. S'il apparaît qu'aucune infraction, criminelle ou disciplinaire, n'a été commise, le rapport est renvoyé au comité d'enquête par l'intermédiaire du chef de la police, et le plaignant est informé du résultat de l'enquête.

88. Selon les règles ci-dessus, la plainte est adressée au chef de la police.

89. Au cours des années 1990 et 1991, 16 plaintes ont été examinées par des comités d'enquête. Dans 8 des cas, le comité a conclu qu'aucune infraction, criminelle ou disciplinaire, n'avait été commise. Dans 3 des cas, il n'a pas pu déterminer avec certitude si une infraction avait été commise. Dans 2 cas, il a été établi que les officiers de police en cause avaient abusé de leur droit d'employer la force nécessaire. Dans un de ces deux cas, il a été

recommandé de prendre des mesures disciplinaires à l'encontre des officiers en cause. Dans l'autre, une action pénale a été engagée et l'affaire suit son cours. Il y a eu un autre cas dans lequel il est apparu qu'une infraction pénale avait été commise, mais l'affaire a été abandonnée. Dans un des cas où il est apparu qu'aucune infraction de quelque nature que ce soit n'avait été commise, le plaignant a lui-même engagé une action pénale contre les officiers en cause.

90. L'impartialité des comités d'enquête a été mise en cause dans une affaire récente (été 1992) au motif que les membres du comité, à l'exception du membre nommé par le Procureur général, avaient tous été nommés par le ministre responsable de la police. En conséquence, le Conseil des ministres a invoqué une disposition de la loi de procédure pénale (chap. 155, art. 4 2)) et a désigné un ancien magistrat pour enquêter sur la plainte en tant qu'enquêteur indépendant.

91. L'article 4 de la loi de procédure pénale en vertu duquel l'enquêteur spécial a été nommé se lit comme suit :

"1. Tout officier de police peut enquêter sur une infraction.

2. Le Conseil des ministres peut autoriser, en la désignant par son nom ou par les fonctions qu'elle occupe, toute personne qui lui paraît compétente à enquêter sur une infraction."

92. Un enquêteur nommé par le Conseil des ministres en vertu de la loi de procédure pénale fait le travail d'un inspecteur de police et, à la fin de son enquête, soumet au Procureur général les éléments de preuve qu'il a recueillis pour que celui-ci décide des mesures à prendre. L'enquêteur nommé dans l'affaire susmentionnée a présenté au Procureur général son rapport et les preuves recueillies, et sur cette base, deux officiers de police supérieurs ont été accusés de torture en vertu d'une disposition de la loi portant ratification de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (loi No 235 de 1990). Le procès est toujours en cours.

93. Depuis 1991, toute personne qui a à se plaindre d'une violation de ses droits, notamment d'avoir été maltraitée par un membre de la police ou autre membre de la fonction publique, peut porter plainte auprès du Commissaire pour l'administration (ombudsman). La loi pertinente a été promulguée en 1991 (loi No 3 de 1991).

94. En vertu de l'article 5.1 a) de cette loi, le Commissaire pour l'administration a le pouvoir d'enquêter sur toute plainte dirigée contre un fonctionnaire (y compris un officier de police) accusé d'avoir violé d'une façon quelconque les droits d'une personne. Si le Commissaire découvre au cours de l'enquête qu'une infraction pénale a été commise, il porte l'affaire devant le Procureur général pour que celui-ci prenne les mesures nécessaires.

95. Tout citoyen a le droit d'engager lui-même une action pénale contre la personne qui l'a torturé si, pour une raison quelconque, aucune action n'est intentée contre cette personne.

96. Un suspect peut également porter plainte pour tortures ou mauvais traitements lorsqu'il est traduit devant un tribunal pour que celui-ci ordonne sa mise en détention. Toute personne arrêtée pour un crime doit être traduite devant un tribunal dans les 24 heures qui suivent son arrestation pour que le tribunal ordonne sa mise en détention provisoire. Le suspect a alors la possibilité, s'il a été maltraité en quoi que ce soit durant sa garde à vue, d'en informer le tribunal (voir par. 9 ci-dessus). Le tribunal peut donner des instructions pour que la plainte fasse l'objet d'une enquête; il peut aussi ordonner que le plaignant soit examiné par un médecin.

97. Un tribunal peut également ordonner une enquête en cas de plainte pour mauvais traitements au cours du procès de toute personne accusée d'avoir commis une infraction pénale, si ladite personne s'oppose à ce qu'une déclaration qu'elle a faite soit retenue contre elle en faisant valoir que cette déclaration a été obtenue par la torture ou les mauvais traitements ou sous la contrainte.

98. Malgré le dispositif qui existe actuellement pour le dépôt des plaintes et leur examen par un enquêteur impartial, la procédure prévue à l'article 4.2 de la loi de procédure pénale (chap. 155) sera peut-être révisée dans un proche avenir de manière à offrir une solution plus souple que les autres mécanismes.

Article 14. Indemnisation des victimes

99. Toute victime d'un acte de torture a non seulement le droit d'intenter une action pénale contre le tortionnaire, mais aussi celui de réclamer des dommages-intérêts. Dans une action en dommages-intérêts, le tribunal accorde une indemnité générale et une indemnité spéciale. L'indemnité spéciale couvre le préjudice corporel effectivement subi, c'est-à-dire les dépenses réelles, alors que l'indemnité générale couvre des préjudices extrêmement divers, y compris le pretium doloris, le manque à gagner présent et futur, les frais médicaux présents ou éventuels, et toutes autres dépenses nécessaires à la réadaptation de la victime. Dans un cas grave, le tribunal peut accorder une indemnité à titre d'exemple.

100. En vertu de la loi sur les atteintes aux droits civils (chap. 148), récemment modifiée par la loi No 156 de 1985, une indemnité est accordée pour préjudice moral en cas de décès. L'action est engagée par le conjoint du défunt ou par ses parents, s'il avait moins de 18 ans. Le montant de l'indemnité est fixe. En vertu de la même loi, une indemnité est accordée aux ayants droit de toute personne qui est morte à la suite d'une atteinte à ces droits civils. La catégorie des ayants droit a été élargie par l'amendement susmentionné et elle comprend désormais le conjoint, le père et la mère, les enfants ou les descendants, le frère ou la soeur, les oncles et les tantes.

101. En vertu de la Constitution, le gouvernement peut être poursuivi comme une autre personne et il est responsable de tous les actes commis par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions. On peut se demander si la responsabilité du gouvernement correspond à la responsabilité qu'un maître

peut avoir pour les actes de son serviteur - auquel cas il ne peut pas être responsable des actes criminels de ses agents s'il ne les a pas expressément autorisés - ou se fonde sur le principe de la responsabilité directe, ce qui signifie que tout acte commis par un fonctionnaire dans l'exécution de sa tâche est considéré comme un acte du gouvernement. Mais quelle que soit la réponse à cette question, le fait est que le gouvernement indemnise toujours les personnes qui ont subi des préjudices par le fait de ses agents, qu'il admette ou non sa responsabilité.

102. Le 9 janvier 1991, la République de Chypre a signé la Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes et elle est en train de préparer un projet de loi destiné à donner effet aux dispositions de cette convention. Selon ce projet de loi, toute victime d'une infraction violente aura le droit d'être indemnisée à l'aide d'un fonds spécial qui relèvera du Directeur de la sécurité sociale. Ce projet de loi sera utile aux victimes qui ne peuvent pas obtenir réparation de la part du gouvernement ou du coupable.

Article 15. Déclarations obtenues par la torture

103. Les déclarations obtenues par la torture ne sont pas admises par les tribunaux. Il faut souligner en outre que selon le système chypriote d'administration de la preuve, les ouï-dire ne sont pas admis comme éléments de preuve, et si l'accusation produit une déclaration au lieu de convoquer son auteur pour qu'il dépose devant le tribunal, la déclaration ne sera pas admissible, même si elle a été obtenue librement, sans recours à la torture ou à toute autre forme de contrainte. Il faut aussi signaler que le juge peut exclure même un élément de preuve admissible si, à son avis, l'effet préjudiciable de cet élément l'emporte sur sa valeur probatoire.

Article 16. Autres actes constitutifs de traitement dégradant

104. La République envisage actuellement de moderniser son code pénal et elle tiendra compte des dispositions de l'article 16 pour ce faire.

105. Les peines qu'un tribunal peut imposer sont régies par des dispositions législatives expresses qui ne peuvent pas déroger aux règles énoncées dans la Constitution. Le fouet et la flagellation faisaient partie des peines prévues dans le Code pénal, mais comme ces peines étaient contraires à la Constitution, elles ont été abolies. Les travaux forcés sont également interdits par la Constitution et toute peine comprenant une forme quelconque de travail ne peut être imposée qu'avec le consentement du délinquant. Même une ordonnance de sursis avec mise à l'épreuve ne peut être assortie de conditions comportant l'obligation de travailler que si le délinquant y consent.

Conclusion

106. La République de Chypre est très sensible à tout ce qui touche le respect des droits de l'homme en général et elle s'emploie inlassablement, systématiquement et activement à assurer l'application de toutes les conventions de sauvegarde des droits de l'homme. A cet égard, il peut être utile de signaler que le Conseil des ministres a récemment décidé de confier au Commissaire aux lois la tâche de préparer, en coopération avec le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de la justice et de l'ordre public, le Procureur général, le Commissaire à l'administration et les autres ministères ou départements intéressés, les rapports qui sont périodiquement soumis aux commissions créés en vertu des dispositions des diverses conventions. En outre, le Commissaire aux lois est autorisé à passer constamment en revue la législation nationale et à faire des suggestions en vue de son harmonisation avec les dispositions et les principes des conventions.